

Les illusions perdues... mais pas pour tout le monde

Blog d'Alain Rajaonarivony, journaliste – 17/02/10



Le 11 février 1975, le colonel Ratsimandrava, chef de l'état, appelé par le Général Ramanantsoa pour le remplacer, tombait sous les balles, alors qu'il rentrait chez lui. Sa Peugeot 404 réglementaire de la Gendarmerie était impactée de partout. Dans le même temps, la marine française effectuait des manœuvres au large de l'île dont le thème était, «un pays ami riverain de l'Océan Indien demande de l'aide». Elle n'a pas eu à le faire... A la suite de ce coup d'état ultra-violent, Didier Ratsiraka restera plus de 20 ans au pouvoir avant d'aller couler une retraite paisible à Neuilly.

Madagascar entame alors sa descente aux enfers. Cet assassinat sera suivi d'accidents d'avions et d'hélicoptères éliminant à chaque fois des acteurs ou témoins potentiels de cette affaire dont on ne connaîtra jamais l'épilogue. Le Palais du Premier-ministre brûlera peu après. S'il y avait des dossiers, ils ont été réduits en cendres. Mais il reste sûrement quelque part des documents...

2002 : moment d'espoir, Marc Ravalomanana était bien parti pour casser la malédiction avant de mal finir, comme tous ses prédécesseurs. Mais son premier mandat fut la seule occasion où le peuple pensait enfin sortir de la spirale infernale de la misère et participer au décollage économique, le fameux «take off» qui ne concernera, finalement, que la nomenklatura habituelle.

Le 11 février 2010, 35 ans après, à Bruxelles, au parlement européen, une élue décrit la situation de la Grande Ile : «La situation est...tragique, catastrophique pour une population qui vit avec moins de 1 dollar par jour. Nous sommes inquiets, terriblement inquiets et cette résolution d'urgence qui est consensuelle en témoigne...». Durant cette séance, le régime d'Andry Rajoelina sera condamné aussi bien en anglais qu'en français suivant la nationalité des députés qui prendront la parole.

Le 15 février, le directeur de la radio protestante Fahazavana, Didier Ravoahangiarison, et le journaliste Lolot Ratsimba obtenaient une liberté provisoire, au moment même où les Nations Unies à Genève débattaient des violations des Droits de l'homme dans la Grande Ile. Ils étaient en prison depuis plus d'un mois. Les représentants de l'Union Africaine ont marqué leur opposition à la HAT (Haute autorité de la transition) en pratiquant «la politique de la chaise vide» dans la capitale helvétique, ce qui est rarissime dans une réunion internationale. La ministre de la Justice Christine Razanamahasoa, faisant partie de la délégation de la HAT, a passé un très mauvais moment, Norbert Ratsirahonana n'étant pas apparu en séance.



Pendant ce temps, à Antananarivo, c'est la foire d'empoigne au sein du pouvoir et de l'armée. Des généraux de la gendarmerie s'accusent d'avoir «croqué» des «primes spéciales» d'un montant de 500 millions d'Ariary que le président Ravalomanana aurait donné en 2009, au plus fort de la crise, aux membres de la FIGN (Force d'intervention de la Gendarmerie nationale). Et les dignitaires du régime s'entredéchirent publiquement. Cette atmosphère de fin de règne n'empêche pas le sens pratique et on voit apparaître des annonces un peu particulières dans les journaux spécialisés : des recherches d'épaves de 4x4 ou de papiers de voitures régulièrement immatriculées. Il s'agit de «blanchir» les véhicules volés à l'Etat ou à Tiko avant qu'il ne soit trop tard. Le mouvement civique

et pacifique qui s'est dévoyé en coup d'état laisse un goût de cendres dans la bouche des couches populaires qu'il était censé défendre. Mais tout le monde ne verse pas dans le pessimisme et certains pensent à l'avenir.

C'est le cas de Ny Hasina Andriamanjato, vice-premier ministre des affaires étrangères, qui a rendu publique sa démission le 11 février. Il quitterait le gouvernement car il aurait plaidé pour la mise en œuvre des accords consensuels, que le président de la HAT refuserait sous l'influence de son entourage direct. C'est un très mauvais présage pour le pouvoir car la famille Andriamanjato a toujours su sauter à temps de la barque. Le père du partant, le pasteur Andriamanjato, maire de la capitale à l'indépendance, entretenait les meilleurs rapports avec le président Tsiranana bien que de l'opposition. Il fut ensuite conseiller de Didier Ratsiraka, président de l'assemblée sous Albert Zafy, avant de le lâcher pour se retrouver avec Ratsiraka quand l'amiral reviendra aux affaires en 1996. Il soutiendra Marc Ravalomanana en 2002 et sera dans le camp d'Andry Rajoelina en 2009 où son fils fut nommé ministre. Les revirements des Andriamanjato sont devenus une sorte d'indicateur politique.

En tout cas, Ny Hasina Andriamanjato échappera donc à d'éventuelles sanctions individuelles. En même temps, il peaufine son image de bon élève de la communauté internationale. Ce n'est pas lui, ce sont les autres qui sont responsables de la non-application des accords de Maputo et de l'acte additionnel d'Addis-Abeba. Norbert Ratsirahonana, conseiller du président de la HAT, est bien sûr visé. L'un et l'autre ont, de toute façon, montré leur totale inefficacité à faire reconnaître la transition par les instances mondiales. C'est une chose de pousser un jeune politicien prometteur vers un coup d'état condamnable, c'en est une autre d'en assumer les conséquences. Parmi les personnalités sollicitées pour occuper le poste vacant (et exposé) figure Mamy Andriamasomanana. Ce dernier ne serait prêt à s'impliquer que dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale.

Andry Rajoelina se retrouve de plus en plus isolé, un peu comme Marc Ravalomanana à la même époque l'année dernière. Et comme lui, ses ennemis sont dans son propre camp. Il ne devrait pas trop compter sur Paris, occupée à faire oublier son soutien au putsch. Lors du 14ème sommet de l'Union africaine, qui s'est tenu du 31 janvier au 2 février à Addis-Abeba, le dossier de la Grande Ile a provoqué un incident. En pleine séance, les membres de la SADC ont reproché à Jean Ping de faire le jeu de la France. Le 17 février, les Nations Unies rendront leurs conclusions et le lendemain, 18 février, ce sera le tour de l'Union Africaine. Andry Rajoelina devrait contacter Marc Ravalomanana, par l'intermédiaire d'un ami commun par exemple, avant qu'il ne soit trop tard et conclure avec lui une solution malgacho-malgache. Sinon les sanctions de la communauté internationale décideront à leur place...

Photo 1 : Le colonel Richard Ratsimandrava, saint-cyrien, assassiné à 44 ans le 11 février 1975 par une coalition d'officiers félons et de membres de la haute-bourgeoisie corrompue, soutenus par une puissance étrangère.

Photo 2 : un barrage érigé par la FIGN devant leur caserne le 10 février 2010 pour parer à une éventuelle attaque. Depuis la mort du colonel Ratsimandrava, la gendarmerie a suivi la même «évolution» que le pays : toujours plus bas... !

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/>